

Informations préliminaires

Session IV: La sécurité dans la région de la mer Baltique. Actions hostiles de la Russie - tentatives de modifier les frontières et de contourner les sanctions de l'UE

Introduction

La région de la mer Baltique se trouve dans une zone de tensions géopolitiques stratégiques et de défis sécuritaires. La Russie poursuit son agression contre l'Ukraine tout en contournant les sanctions internationales et en envoyant des signaux indiquant son intention de saper le *statu quo*. La Baltique est devenue le point de convergence de diverses menaces, non seulement militaires, mais aussi économiques et écologiques. La meilleure preuve en est le nombre croissant d'incidents en mer, comme les missions de reconnaissance effectuées par des navires et des avions russes qui violent de plus en plus l'espace aérien ou les eaux territoriales de pays tiers, les perturbations des signaux GPS qui représentent une menace sérieuse pour la sécurité des communications dans la région et les actes de sabotage concernant des infrastructures de transmission (gaz et télécommunications). En outre, l'une des menaces les plus sérieuses est le rôle croissant de la «flotte fantôme» de la Russie. Cette flotte est composée de navires dont le statut de propriété n'est pas clair, souvent immatriculés dans des pays à la réglementation laxiste, ce qui permet à la Russie de contourner les sanctions, notamment celles sur les exportations de pétrole. L'activité croissante de la flotte fantôme russe dans la région appelle à une action coordonnée et à l'introduction de contre-mesures aux actions de la Russie, qui menacent à la fois la stabilité de la région et les efforts internationaux pour mettre fin à son agression.

La sécurité de la mer Baltique est au cœur des efforts de l'UE arrêter la politique révisionniste de la Russie et à ses tentatives de contourner des sanctions internationales liées à la guerre en Ukraine. La région de la mer Baltique est confrontée à de nombreuses menaces. Elles sont constituées d'une part par une flotte fantôme qui permet à la Russie de gagner de l'argent grâce aux exportations de pétrole et de gaz naturel, ce qui favorise la guerre et permet de contourner les sanctions. D'autre part, la Baltique est un terrain de plus en plus propice aux actions hybrides contre les infrastructures critiques, sur l'eau, sur terre et dans les airs. Par ailleurs, cette étendue d'eau est particulièrement vulnérable à la pollution car elle est relativement peu profonde et fermée. Elle constitue une zone de déversement de l'eau douce des rivières et est donc fortement contaminée par des pesticides et d'autres produits phytosanitaires. En outre, la mer Baltique est vulnérable à la contamination par des agents de guerre et des armes chimiques coulés pendant la Seconde Guerre mondiale, d'autant plus que des actions hybrides hostiles pourraient se traduire par des dommages délibérés aux conteneurs immergés.

Il ne fait donc aucun doute que la mer Baltique est aujourd'hui un terrain de compétition particulier entre le monde libre et la Russie, qui envoie systématiquement des signaux et prend des mesures qui peuvent être considérées comme hostiles et visant à déstabiliser l'ordre international existant.

Actualités

La «flotte fantôme» de la Russie constitue une menace importante pour la mer Baltique. C'est un réseau d'environ 300 navires dont près de la moitié sont des pétroliers, souvent enregistrés sous des «pavillons de complaisance», généralement en mauvais état technique ce qui crée un risque sérieux de fuite de substances nocives dans la mer. L'objectif principal de la flotte fantôme est de permettre à la Russie de contourner les sanctions occidentales imposées en raison de ses activités illégales en Ukraine. Grâce aux transferts de pétrole offshore et à la dissimulation de l'origine de celui-ci, la Russie s'assure une source de revenus ininterrompue essentielle au financement de ses opérations militaires.

Une grande partie de ce commerce illégal a lieu en mer Baltique, qui est devenue un corridor maritime essentiel pour les exportations de pétrole russe. Environ 50% des opérations de cette flotte fantôme ont lieu dans la région. Il s'agit non seulement de contourner les sanctions, mais aussi de mener des activités de guerre hybride, telles que l'espionnage et le sabotage des infrastructures sous-marines, y compris les câbles électriques et de télécommunications. Un danger de plus en plus évident posé par la flotte fantôme réside également dans les menaces qu'elle fait peser sur l'écosystème de la mer Baltique, soit en raison de l'état dégradé de son équipement, soit à travers des actions hybrides délibérées. Tout cela compromet la sécurité de l'UE et menace la stabilité de l'environnement et des infrastructures de la mer Baltique.

En réponse, l'Union européenne et ses alliés, en particulier les États-Unis et le Royaume-Uni, ont pris des mesures pour entraver les activités de la flotte fantôme. Les nouvelles sanctions introduites en janvier 2025 visaient à restreindre les activités de plusieurs navires clés et de leurs organes de gestion : des exigences plus strictes en matière d'assurance et des blocages portuaires ont été mis en place, de sorte que, par exemple, l'accès aux ports de Chine et d'Inde a été restreint. Toutefois, ces sanctions ne bloquent qu'incomplètement les activités de la flotte fantôme en raison de la difficulté à suivre les navires et des changements de pavillon ou de propriétaire de ceux-ci. Il convient également de noter que la Finlande a saisi le pétrolier «Eagle S», soupçonné d'être impliqué dans des actes de sabotage à l'occasion du transport de pétrole russe. Cette mesure crée un précédent précieux pour l'action unilatérale des États membres de l'UE. La Finlande a également accueilli en janvier 2025 un sommet des pays de l'OTAN, qui s'est concentré sur la sécurité de la région de la mer Baltique et la

protection des infrastructures sous-marines, soulignant l'importance de la coopération régionale.

Plusieurs pays de l'OTAN, dont les États baltes, ont décidé de renforcer le partage des données du renseignement, de surveiller les mouvements de la flotte fantôme et de partager les informations relatives à ses propriétaires au moyen de bases de données intégrées. Un élément clé sera l'utilisation de la technologie satellitaire et des systèmes d'intelligence artificielle, bien que leur mise en œuvre complète soit encore en cours de développement. En outre, des efforts diplomatiques sont déployés pour faire pression sur les États qui facilitent les opérations de la flotte fantôme. Toutefois, ces efforts se heurtent à des difficultés, et le rythme des réformes, notamment celles menées par l'Organisation maritime internationale (OMI), reste lent.

Dans le contexte de la sécurité de la mer Baltique, il est essentiel que l'UE et ses alliés renforcent et coordonnent leurs efforts pour contrer à la fois les menaces immédiates posées par la flotte fantôme et les conséquences géopolitiques plus larges de ses activités. Plusieurs domaines peuvent être améliorés. Tout d'abord, il convient de renforcer le contrôle du transport maritime en utilisant les technologies d'intelligence artificielle et les satellites pour surveiller les navires suspects en temps réel. Cela permettra de suivre plus efficacement les mouvements des pétroliers et de détecter les activités illégales. En outre, l'application des sanctions doit être mieux coordonnée et viser non seulement les navires, mais aussi les institutions financières, les assureurs et les prestataires de services logistiques qui soutiennent ces opérations. L'intensification de la coopération entre l'UE et les pays alliés sera essentielle pour combler les lacunes en matière d'application de la législation.

Une étape importante sera également la création de groupes de travail conjoints opérant au sein de l'OTAN, tels que le Groupe de travail de la Baltique, et de groupes de format régional comme la Force expéditionnaire conjointe (Joint Expeditionary Force - JEF), qui se concentreront sur la prévention du sabotage, la sécurité maritime et la protection des infrastructures critiques. En outre, il sera nécessaire de promouvoir une réglementation maritime mondiale plus stricte ainsi qu'une transparence accrue dans le processus d'immatriculation des navires, afin de clarifier les structures de propriété. Il convient également de renforcer l'application des normes établies par l'Organisation maritime internationale en matière de sécurité et de contrôle de la pollution, en particulier dans une zone aussi sensible que la mer Baltique.

Défis

Les activités russes en mer Baltique menacent sérieusement la stabilité de la région par le biais du trafic illégal de pétrole et de diverses activités hybrides comme l'espionnage et le sabotage des infrastructures sous-marines ou la perturbation des signaux GPS en mer et dans

les airs (celle-ci est pratiquée depuis près d'un an, perturbant le trafic aérien dans toute la région, l'exemple le plus récent étant l'atterrissage forcé d'un avion régulier de la compagnie PLL LOT sur le trajet Varsovie-Vilnius). Les systèmes espions russes, qu'ils soient flottants ou aériens (navires, avions, drones), qui photographient et analysent en détail les infrastructures militaires, industrielles et de transport, constituent également un défi. À cela s'ajoutent les activités impliquant des violations délibérées et intentionnelles de l'espace aérien par des avions russes dont l'objectif est de tester les systèmes de résistance des pays de la région et de l'OTAN dans son ensemble. La difficulté à tracer les navires qui changent de pavillon et de propriétaire constitue un autre défi. Ici, un point particulièrement sensible et délicat est la pratique de certaines compagnies des pays occidentaux de vendre leurs vieux navires usagés, qui sont ensuite intégrés à la flotte fantôme. La vente de navires par des entreprises occidentales, bien que rentable pour elles, peut permettre à la Russie de contourner plus efficacement les sanctions qui lui sont imposées. Les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, ont récemment imposé des sanctions à des dizaines de pétroliers qui transportaient illégalement du pétrole russe. Ils ont également étendu les sanctions contre le secteur énergétique russe. Malgré les sanctions en vigueur, la Russie trouve des moyens de les contourner en immatriculant les navires dans des pays où la réglementation est opaque. Il manque une approche unifiée du contrôle des finances, des assurances et de la logistique des entités qui soutiennent les opérations de la flotte fantôme. La lenteur des réformes au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), qui entrave l'introduction rapide de normes mondiales en matière de transparence et de sécurité du transport maritime, n'arrange pas les choses.

Les menaces hybrides résultant des actions de la Russie contre les infrastructures critiques, notamment les câbles sous-marins de télécommunications et d'énergie, représentent également un défi. La coordination entre les pays de la région n'est toujours pas totale, ce qui rend difficile la lutte efficace contre ces menaces. L'échange limité de renseignements et l'absence de stratégies cohérentes pour répondre aux actions de la Russie rendent difficile la lutte contre les activités hostiles.

Les risques environnementaux pour une mer relativement petite et fermée comme la mer Baltique constituent un défi constant et croissant. L'intense activité maritime, y compris le commerce illégal de pétrole, qui ne cesse de croître, constitue une menace sérieuse pour l'environnement. Des mécanismes efficaces d'application des normes environnementales et de contrôle de la pollution font toujours défaut. Il est nécessaire de développer des systèmes de surveillance et d'analyse des données en temps réel pour réagir plus rapidement aux menaces. Toutefois, la mise en œuvre de technologies avancées telles que l'intelligence artificielle et la surveillance par satellite se heurte à des contraintes de coût et d'infrastructure.

Points de discussion

1. Quelles sont les principales implications des actions de la Russie dans la région de la mer Baltique pour l'UE et l'OTAN? Les contre-mesures actuelles sont-elles suffisantes?
2. Comment les États baltes peuvent-ils mieux coordonner et renforcer leur coopération avec l'OTAN?
3. Comment améliorer le suivi et l'application des sanctions contre la flotte fantôme russe?
4. Comment suivre plus efficacement les navires qui changent de pavillon et de propriétaire? Quelles actions au niveau mondial permettraient d'assurer plus efficacement le respect des règles internationales par la Russie?
5. Comment limiter le soutien des pays tiers à la flotte fantôme russe?
6. Comment réduire les risques environnementaux liés aux opérations de la flotte fantôme?
7. Quels sont les scénarios les plus probables en ce qui concerne les actions futures de la Russie et comment s'y préparer?